



du 26 mars au 1^{er} avril 2007 n°164

Sommaire

Edito : Congrès de l'Ugict : une caisse de résonance de l'actualité • Ingénieurs et cadres : intérim rime avec déclassement • Education : après le 20 mars, la mobilisation continue • Fonction publique : les syndicats boycotteront les organismes paritaires • CNE : encore une belle claque pour Villepin • Total : le personnel inquiet de la tourmente judiciaire • IBM : les syndicats dénoncent 450 suppressions d'emplois • Pfizer : 300 visiteurs médicaux vont disparaître • Métallurgie : recul des effectifs d'ici 2015 • Journalistes : Sarko les aime dociles • Infirmières libérales : journée d'action le 17 avril • Sécurité sociale : la hausse des généralistes doit «s'accompagner de critères de qualité» • Sondage : tu seras fonctionnaire mon enfant! • Démographie : l'INED bat en brèche quelques préjugés sur l'immigration • L'UGICT CGT en ligne avant et pendant son congrès • Responsabilité sociale des cadres : testez vos connaissances ! •

Edito

Congrès de l'Ugict : une caisse de résonance de l'actualité

Le congrès de l'Ugict-CGT qui s'ouvre mardi à Marseille, tout comme les débats qui l'ont préparé, est en phase avec ce qui se joue aujourd'hui dans l'encadrement. Les cadres, ingénieurs et techniciens sont directement concernés aujourd'hui par de gros conflits comme Airbus ou Alcatel-Lucent, où mega-plans de suppressions d'emplois riment avec mega-profits. Les jeunes diplômés quant à eux sont utilisés comme main d'œuvre à bon marché, précarisé et déclassé. Pour contrer la combativité qu'ont développé ces catégories ces dernières années, le patronat généralise la mise en place de méthodes de management fondées sur la culture du résultat et de la performance individuelle. Cela a des conséquences graves au plan du travail comme au plan humain comme en témoignent les suicides au Technocentre Renault par exemple. La reconnaissance des diplômés et des qualifications, l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, la validation des années d'études supérieures et la consolidation de de la retraite complémentaire des cadres pour asseoir la retraite par répartition, des droits nouveaux pour que l'encadrement puisse exercer sa responsabilité sociale sont quelques-unes des reven-

dications phares mises en avant dans les débats de ces derniers mois. Nous voulons bâtir avec les cadres et les techniciens un nouveau mode de management intégrant des droits sociaux individuels et collectifs, qui ouvre d'autres perspectives sociales. Notre congrès sera placé sous le signe des jeunes avec notamment une initiative où participeront l'UNEF qui fête ses 100 ans, Génération Précaire, la Confédération des Jeunes Chercheurs et « Ingénieurs sans frontières ». Nous travaillons à une rencontre durable entre les jeunes diplômés et le syndicalisme. A un moment où nous progressons significativement en adhésions, ce congrès va traiter du rapport des ICT à la syndicalisation et notamment des ressorts de l'engagement des jeunes ICT et des efforts à faire dans toute la CGT et au-delà dans tout le syndicalisme, pour que les attentes de changement de ces catégories se traduisent en force organisée conséquente.



Ingénieurs et cadres : intérim rime avec déclassement

Selon une enquête réalisée par l'Unedic, un intérimaire cadre ou profession intermédiaire exerce plus du tiers de ses missions en tant qu'employé ou ouvrier. C'est ainsi que professeurs, professions scientifiques et ouvriers qualifiés effectuent

10% de leurs missions en tant que manutentionnaires et déménageurs ; 8% des ingénieurs, cadres techniques et employés administratifs également.

Education : après le 20 mars, la mobilisation continue

Malgré des disparités, les personnels de l'Education nationale dans leur ensemble restent mobilisés. On a recensé 30 % de grévistes dans les collèges et les lycées, avec une présence plus significative dans les manifestations et les rassemblements des établissements engagés dans des luttes locales. Pour l'Unsen-CGT, « Les revendications exprimées restent d'actualité. C'est le cas avant l'élection présidentielle, comme cela le sera après, si aucune réponse satisfaisante ne leur est apportée. Grâce à la mobilisation, l'éducation, même si les questions de fond sont parfois occultées, est davantage présente dans la campa-

gne présidentielle. Ainsi la plupart des candidats ont fait savoir qu'ils abrogeraient le « décret de Robien ». Parmi eux, plusieurs se sont engagés à restituer les postes supprimés pour la rentrée. L'Unsen CGT en prend acte. Sans pour autant « déléguer à quiconque le soin de porter nos exigences revendicatives. Nous pensons même que la meilleure façon qu'elles soient effectivement prises en compte est que les mobilisations se poursuivent », notamment le 29 mars.



Fonction publique : les syndicats boycotteront les organismes paritaires

Les syndicats de fonctionnaires CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa ont annoncé le 20 mars leur décision de «ne plus siéger dans les organismes paritaires de la fonction publique d'Etat», dénonçant «l'absence de dialogue social» du gouvernement. Les cinq organisations à l'origine de ce boycott avaient écrit

fin février au Premier ministre Dominique de Villepin pour réclamer l'ouverture «immédiate» de négociations sur les salaires, après la grève du 8 février. Selon elles, M. De Villepin «a répondu par une fin de non recevoir» à leur demande.

CNE : encore une belle claque pour Villepin



L'avenir du contrat nouvelles embauches (CNE) paraît plus incertain après son renvoi vers les tribunaux judiciaires, que le gouvernement avait tenté coûte que coûte d'éviter. Le CNE, une des premières mesures phare du gouvernement Villepin lancée à l'été 2005, avait été validé par le

Conseil d'Etat, malgré sa particularité très contestée par les syndicats : une période d'essai de deux ans, pendant laquelle le salarié peut être licencié sans justification. Depuis un an, le gouvernement a multiplié les obstacles de procédure pour empêcher les tribunaux judiciaires – conseils de prud'hommes et cours d'appel – de juger de la conformité du CNE avec les

conventions de l'Organisation internationale du travail. Par sa décision, le Tribunal des conflits a sanctionné ces ingérences intolérables. Les juges vont enfin pouvoir se prononcer sur le fond : est-il « raisonnable » de priver un salarié pendant deux ans du droit de se défendre en cas de licenciement et même d'en connaître le motif ? Pour la CGT, la réponse à venir des tribunaux ne fait guère de doute et c'est bien la cause de l'acharnement gouvernemental. D'autant que les chiffres communiqués par la Dares et l'Acoss ont fait la démonstration de l'inanité du CNE en matière de créations d'emplois : 3,2% des embauches dans les entreprises concernées, pourcentage tombé le mois dernier à 2,2%.

Total : le personnel inquiet de la tourmente judiciaire

Après la garde à vue du directeur général, pour corruption présumée, qui égratigne encore l'image du groupe, déjà écornée par l'annonce de profits records en plein procès Erika, les syndicats réagissent. Ainsi pour Charles Foulard de la CGT, «le personnel dans sa majorité a presque honte de dire qu'il travaille chez Total. On est quand même à la troisième affaire de corruption. Dès la première affaire, nous avons dit à la direction que nous considérons comme irresponsable de mettre à la

tête du groupe M. de Margerie tant que tout la lumière n'avait pas été faite». A la CFTC, on estime que « la publicité est mauvaise, pour les salariés et pour le groupe », dit Jean Alessandri qui parie cependant sur « l'unité derrière le président, il le faut de toute manière. Trop c'est trop ». La CFDT voit réunies les conditions d'une « instabilité sociale » à l'intérieur du groupe. Le syndicat « ne serait pas surpris que certains puissent se réjouir des mésaventures judiciaires » de M. de Margerie.

IBM : les syndicats dénoncent 450 suppressions d'emplois

Selon un communiqué de la CGT d'IBM, «alors que les résultats d'IBM Corp. sont excellents et ne cessent de progresser (+25% par action en 2006), la direction française vient d'annoncer qu'elle envisage de supprimer plus de 450 emplois d'ici à fin 2008, dont 192 dès le mois de mai 2007 par la procédure de licenciement économique», dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE, plan social).

«Au cours des deux dernières années, sous couvert de l'accord GPEC, la direction française a supprimé près de 2.000 emplois, soit 20% de ses effectifs: 1.400 supprimés en 2005 (alors que son plan

initial n'en prévoyait que 732) et 450, en 2006, notamment en ne remplaçant pas tous les départs en retraite», poursuit la CGT. Selon la CFDT, «IBM se recentre sur les activités de conseil et sur les logiciels. Les services aux clients, notamment l'infogérance confiée à des prestataires des pays de l'Est, ainsi que les services administratifs, sont fortement touchés».



Pfizer : 300 visiteurs médicaux vont disparaître

Selon des élus du comité d'entreprise du groupe pharmaceutique plus de 300 postes de visiteurs médicaux disparaîtront sur les 504 suppressions prévues en France dans le cadre du plan de restructuration de Pfizer annoncé en janvier. Une vingtaine de postes du siège et 200 postes de visiteurs médicaux de ville doivent être supprimés. De plus, fin avril doivent être annoncées une centaine de suppressions de postes chez les vi-

siteurs médicaux hospitaliers, mais ce chiffre pourrait encore être augmenté. « Beaucoup de laboratoires amoindrissent leur réseau commercial, il sera donc difficile pour ces salariés de se reclasser », indique le secrétaire du CE, Thierry Lannes. Sur les 23.000 visiteurs médicaux recensés en France, entre 5.000 et 9.000 verront leur emploi disparaître d'ici 2010, selon des projections d'experts citées par les syndicats de Pfizer.

Métallurgie : recul des effectifs d'ici 2015

Une étude publiée par l'Observatoire des métiers et qualifications de la métallurgie jeudi 22 mars indique que la métallurgie devrait perdre entre 25.000 et 50.000 emplois chaque année en France d'ici 2015, les 150.000 départs prévus par an ne devant être que partiellement compensés par des embauches, généralement sur des postes qualifiés.



La croissance moins importante de la production dans la branche, associée aux gains de productivité, expliquent la diminution du nombre d'emplois. Elle sera particulièrement marquée dans les secteurs de la construction navale, aéronautique et ferroviaire (-2,5% de taux de croissance annuel de l'emploi dans un scénario moyen), de l'industrie des équipements électriques et électroniques (-2,5%) et de l'industrie automobile (-1,7%).

Journalistes : Sarko les aime dociles

Deux syndicats de France 3, la CGT et le SNJ ainsi que la Société des Journalistes de la chaîne ont critiqué le candidat UMP Nicolas Sarkozy, qui, selon le Canard Enchaîné, aurait menacé, lors d'un incident avant l'enregistrement d'une émission, de «viver» la direction de la chaîne s'il était élu à l'Elysée. La SDJ assure que le ministre-candidat avait déjà habitude la rédaction de France 3 «à ses poses agacées, à ses humeurs dans nos locaux, face à une rédaction qui ne lui semble manifestement pas suffisamment docile». La Société évoque une «récente provocation gratuite à l'adresse d'un journaliste du service politique»

de la chaîne, à qui le ministre aurait dit : «Ca ne doit pas être facile de me suivre quand on est journaliste de gauche!». A travers ses deux sections, SNRT-CGT pour les techniciens et SNJ-CGT pour les journalistes, la CGT estime que Nicolas Sarkozy, baptisé «ministre des expulsions», «veut organiser des charters à France 3». Selon la CGT, Nicolas Sarkozy «se croit revenu aux temps peu glorieux de l'ORTF où un simple coup de fil des ministères suffisait à virer des journalistes». Le syndicat précise que, «non sans humour», l'élu CGT au conseil d'administration de France 3 «a apporté son soutien à la direction».

Infirmières libérales : journée d'action le 17 avril

Trois syndicats d'infirmières libérales - Onsil, FNI, Sniil - ont annoncé mercredi dans un communiqué commun leur retrait des négociations en cours avec l'assurance maladie au sujet d'une revalorisation de leurs honoraires et appelé à une «journée d'action» le 17 avril. «Les infirmières ont reçu pour solde de tout compte une promesse d'augmentation d'à peine 5% après cinq années de blocage de leurs actes et vingt-cinq an-

nées sur les majorations de dimanche, alors que les médecins ont vu leurs honoraires progresser de 25% ces cinq dernières années», déplorent les trois syndicats. Selon l'intersyndicale FNI-Onsil-Sniil, «les infirmières sont une fois de plus les laissées pour compte du système conventionnel» qui les lie à l'assurance maladie.

Sécurité sociale : la hausse des généralistes doit «s'accompagner de critères de qualité»

Un accord conclu vendredi 16 mars entre l'assurance maladie et les syndicats de médecins prévoit de porter le tarif de la consultation des généralistes de 21 à 22 euros au mois de juillet, puis à 23 euros en 2008, normalement en juin, en fonction de l'enveloppe de dépenses d'assurance maladie qui sera votée par le Parlement pour 2008. La CGT a réagi à cet accord estimant que la revalorisation du tarif de la consultation des médecins généralistes devait «s'accompagner de critères de qualité de la prise en charge pour passer d'une démarche centrée sur le soin à une autre, basée sur la promotion de la santé et la prévention». Pour la CGT, «les inégalités



actuelles d'accès aux soins sont aussi liées au fait que les médecins et les services de santé sont inégalement répartis sur le territoire et qu'il y a un nombre insuffisant de médecins formés», explique la CGT. Selon elle, «les solutions ne peuvent se limiter à une simple augmentation mais nécessitent une réflexion globale sur l'organisation du système de santé», notamment pour trouver «des solutions alternatives satisfaisantes» pour les médecins et les assurés sociaux à la liberté d'installation des médecins ou la rémunération à l'acte.

Sondage : tu seras fonctionnaire mon enfant!

Selon un sondage Ipsos pour La Gazette des Communes du 26 mars, plus de trois Français sur quatre (77%) encourageraient leur enfant à devenir fonctionnaire. Ce chiffre est encore plus élevé chez les employés (86%), les ouvriers (80%) et les 18-34 ans (84%), mais décline chez les artisans, commerçants, chefs d'entreprises, et les cadres supérieurs (64%). Par ailleurs, 52%

souhaitent le maintien des effectifs des agents de la fonction publique. 51% des personnes interrogées jugent qu'une réduction des effectifs se traduirait par une dégradation de la qualité du service public rendu, tandis que 34% estiment que la qualité «aura plutôt tendance à rester la même», et 13% qu'elle «aura plutôt tendance à s'améliorer».

Démographie : l'INED bat en brèche quelques préjugés sur l'immigration

Une étude de l'Ined paru le 22 mars indique que le taux de fécondité des Françaises, qui place la France au premier rang des pays européens avec deux enfants par femme, est fort peu lié à la présence des immigrées, très minoritaires parmi les femmes en âge d'avoir un enfant. Des données qui viennent percuter l'idée que «le niveau de fécondité de la métropole est fortement gonflé par l'immigration», une idée qui traduit «la hantise d'un rapport de forces numérique entre Français et étrangers qui deviendrait défavorable aux premiers». La participation des étrangères à la natalité de la France est certes «importante»

avec, en 2006 comme en 2005, environ «100.000 naissances sur 800.000 de mère étrangère, dont la moitié d'unions mixtes». Pour que les étrangères contribuent fortement au taux de fécondité, et pas seulement aux naissances, il faudrait à la fois qu'elles représentent «une part importante des mères et que leur fécondité soit très supérieure à la moyenne», poursuit l'Institut. Or, si les étrangères font en moyenne 1,5 enfant de plus que les Françaises (3,3 contre 1,8), elles restent minoritaires parmi les femmes en âge d'avoir un enfant (7%).

L'UGICT CGT en ligne avant et pendant son congrès

Le blog du congrès de l'Ugict CGT qui s'ouvre à Marseille ce mardi 27 mars va se transformer pour permettre notamment aux lecteurs de L@ Lettre de l'Ugict de suivre les travaux et dire leur mot.

A lire également sur [l'autre blog](#) mis en ligne par l'Ugict-CGT, celui de génération militante, consulter l'interview de Caroline de Haas, 26 ans, secrétaire générale de l'UNEF. Comment devient-on militant, comment milite t-on, quels regards porte t-on sur le syndicalisme et ses rapports au politique quand on est jeune?



Responsabilité sociale des cadres : testez vos connaissances !

Pour faire le point sur vos connaissances et pour connaître votre point de vue, l'IRESCA (Initiative internationale pour la responsabilité sociale des cadres) vous propose un questionnaire sur ce sujet.

Que vous soyez ingénieur, cadre, technicien ou agent de maîtrise, l'Ugict-CGT vous invite à prendre quelques minutes pour répondre au questionnaire totalement anonyme, intitulé [RESPONS](#).